

Pour diffusion immédiate
COMMUNIQUÉ

Budget provincial 2026-2027

L'éducation au bas des priorités gouvernementales

Québec, le 18 mars 2026 – La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) déplore que le gouvernement ne fasse pas de l'éducation une priorité dans son dernier budget à l'aube des élections provinciales de l'automne prochain. En effet, les hausses et mesures annoncées ne prennent pas en compte les besoins réels et tangibles en éducation et ne permettront même pas au minimum de maintenir les services actuels.

Avec une hausse des dépenses de 2,4 % par rapport à l'année dernière, le gouvernement faillit à fournir les sommes nécessaires pour couvrir la hausse prévue des coûts du système, estimées à 3,8 % par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). Selon les estimations prébudgétaires de la Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ), cela représenterait dans l'ensemble des milieux un manque de quelques centaines de millions de dollars qui aura inévitablement un impact sur les services aux élèves et les conditions de travail du personnel enseignant.

« En maintenant les mesures de contrôle des effectifs et en refusant de hausser les dépenses à la hauteur des besoins du système scolaire, le gouvernement caquiste envoie encore une fois le message que sa vision de l'éducation comme priorité sociale est chose du passé. En observant ce que le gouvernement considère être de nouvelles dépenses en éducation, on constate que la plus importante est celle destinée à compenser le plafonnement de la taxe scolaire. Cette mesure fiscale électoraliste s'effectue donc au détriment d'investissements réels et significatifs qui pourraient permettre d'améliorer le système scolaire, tant pour les profs que pour les élèves », déclare Mélanie Hubert, présidente de la FAE.

La vétusté des infrastructures scolaires : la nouvelle normale

Malgré que le gouvernement se targue d'investissements de grande ampleur au niveau des infrastructures scolaires, force est de constater que les sommes annoncées ne permettront pas d'améliorations de l'état des écoles québécoises. Alors que l'évaluation de la situation faite dans les dernières années confirme le mauvais état des établissements, le constat n'aura pas suffi à convaincre la CAQ d'investir des sommes suffisantes pour tendre vers un règlement de cette situation urgente.

Malgré un effort de résorption de 1,5 milliard engagé par le gouvernement, la dégradation naturelle et les nouveaux constats, évalués à 1,7 milliard annuellement rendent insuffisantes ces sommes, qui devraient être revues à la hausse sur plusieurs années pour réellement avoir un impact positif à moyen ou à long terme.

Une annonce appréciable pour la culture à l'école

La FAE salue la décision du gouvernement de maintenir le financement des programmes *La culture à l'école* et *Sorties scolaires en milieux culturels*. Le fait que la réaction vive et automatique des milieux face à la possible coupe de ces programmes ait été entendue par le gouvernement

est un gain significatif pour les profs, les élèves et les milieux culturels.

À propos de la FAE

La FAE regroupe neuf syndicats qui représentent 65 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle, de l'éducation des adultes et le personnel scolaire de l'École Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que 3 500 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE). Elle est présente dans les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale, de Laval, de l'Outaouais, des Laurentides, de l'Estrie et de la Montérégie, où se situent les quatre plus grands pôles urbains du Québec.

- 30 -

Source : Fédération autonome de l'enseignement

Renseignements : Marie-Josée Nantel à mj.nantel@lafae.qc.ca ou au 514 709-7763